ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 8 avril 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des lois relatives au régime d'accise des huiles minérales", a donné le 14 mai 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e april 1963 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot coördinatie van de wetten betreffende het accijnsregime van minerale olie", heeft de 14e mei 1963 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour but de coordonner une nouvelle fois les dispositions légales relatives au régime d'accise des huiles minérales, conformément à l'autorisation de coordonner contenue dans l'article 42 de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises, article mis en vigueur par un arrêté ministériel du 27 mars 1951.

Le projet constituera la quatrième coordination en cette matière; en effet, les arrêtés ministériels du 27 décembre 1947 et du 14 janvier 1950 et l'arrêté royal du 22 mai 1957 ont, dans le passé, procédé à des coordinations relatives au régime d'accise des huiles minérales.

La coordination réalisée par l'arrêté royal du 22 mai 1957 avait été préalablement soumise à l'avis du Conseil d'Etat.

Comme le projet actuel, cette dernière coordination trouvait son fondement légal dans l'article 42 de la loi du 19 mars 1951, article inséré dans cette loi à la suite de l'avis donné par le Conseil d'Etat le 4 décembre 1950. Le Conseil d'Etat justifiait sa proposition d'addition de cet article en ces termes : "Ce texte attribue au Roi un pouvoir permanent de coordination, comme le législateur l'a accordé en matière fiscale, en raison de la fréquence des modifications qui interviennent en cette matière (voir l'article 62 de la loi du 13 août 1947 relative aux droits d'enregistrement, de greffe, de succession et de timbre et aux taxes assimilées au timbre, et l'exposé des motifs, Doc.parl., Chambre, session 1946-1947, n° 44, page 5)".

+

+ +

.../...

Le projet coordonne les dispositions encore en vigueur de :

1° l'arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936 relatif au régime fiscal des huiles minérales produites en Belgique, modifié notamment par les lois des 5 septembre 1947 et 13 janvier 1950;

2° la loi du 23 juin 1938 concernant les accises et les douanes, modifiée par la loi du 7 février 1961;

3° la loi du 5 septembre 1947 concernant les accises;

4° la loi du 13 janvier 1950, modifiant les dispositions légales relatives au régime fiscal des huiles minérales, coordonnées le 27 décembre 1947;

5° la loi du 7 février 1961 modifiant le régime d'accise des huiles minérales.

Les dispositions de la loi du 9 mai 1959 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ne sont pas reprises dans la présente coordination; elles ne sont que provisoires.

\+

\+ \+

Le texte que le Gouvernement indique comme étant "la loi du 7 février 1961" n'a pas, à ce jour, été publié au Moniteur belge.

Le projet, déposé à la Chambre des Représentants le 25 mai 1960 (Doc.parl., Chambre des Représentants, session 1959-1960, n°524-1), a été adopté par celle-ci en ses séances des 28 juin et 5 juillet 1960. Le Sénat a adopté le projet le 2 février 1961. Une photocopie transmise au Conseil d'Etat fait apparaître qu'il fut revêtu de la signature royale le 7 février 1961.

.../...

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a relevé dans un avis antérieur (L. 7850 du 4 avril 1962), "le procédé qui consiste à faire établir et à faire examiner par le Conseil d'Etat un projet de coordination de textes dont certains ne sont pas encore connus officiellement n'est pas recommandable; il est de nature à créer des difficultés si le texte publié n'est pas rigoureusement conforme à celui sur lequel le Conseil d'Etat a été appelé à donner son avis".

Les observations qui seront faites ci-après ne vaudront que pour autant que le texte publié au Moniteur belge soit identique à celui de la photocopie certifiée conforme qui a servi de base de travail.

\+

\+ \+

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé de l'arrêté royal.

Il serait préférable de remplacer les mots "des lois" par les mots "des dispositions légales", l'arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936 continuant à former la base des textes coordonnés. La formule "dispositions légales" est d'ailleurs celle qui a été employée dans la coordination du 22 mai 1957.

Intitulé de la coordination.

La même observation vaut pour l'intitulé de l'annexe où le mot "lois" doit être remplacé par "dispositions légales" pour les mêmes raisons.

.../...

Article 1er.

La note de bas de page doit être rédigée comme suit :

"Article 1er. Arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936, article 1er, § 1er, remplacé par la loi du 7 février 1961, article 2".

Article 4.

Pour les raisons données dans l'avis relatif au projet de l'arrêté ministériel réglant l'exécution des lois relatives au régime d'accise des huiles minérales (L. 8351), les mots "ainsi que les produits prévus à l'article 2" devraient être insérés après les mots "l'article 1er".

La note de bas de page doit être rédigée comme suit :

"Article 4. Arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936, article 1er, § 3, alinéas 1er et 2 proparte, modifié par la loi du 13 janvier 1950, article 1er, et par la loi du 7 février 1961, article 3".

Article 5.

La note de bas de page doit être rédigée comme suit :

"Article 5. Arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936, article 1er, § 5 modifié par la loi du 13 janvier 1950, article 1er et article 2, b, remplacé par la loi du 7 février 1961, article 4".

.../...

Article 6.

a) A l'alinéa 1er de la version néerlandaise les mots "volgens onderstaand tarief" doivent être remplacés par "die als volgt zijn vastgesteld :" qui figurent dans l'article 5 de la loi du 7 février 1961.

b) La note de bas de page doit être rédigée comme suit :

"Article 6. Arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936, article 1er, § 2, remplacé par la loi du 7 février 1961, article 5".

Article 8.

Cet article appelle les remarques suivantes :

a) La disposition légale que l'article 8 du projet tend à inclure dans la coordination est l'article 1er, § 4, de l'arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936, modifié par l'article 1er de la loi du 13 janvier 1950, qui est rédigé comme suit :

"Pour les huiles minérales légères et pour les produits contenant des huiles de l'espèce importés, les droits d'accise établis par les §§ 1er et 2 sont indépendants du droit de douane fixé par le tarif des droits d'entrée".

L'arrêté royal de coordination du 22 mai 1957 a repris dans ses articles 1er et 4 les dispositions des §§ 1er et 2 de l'article 1er de l'arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936, telles qu'elles avaient été modifiées par des lois ultérieures.

.../...

Il a repris dans son article 6 la disposition de l'article 1er, § 4, du même arrêté royal, en se bornant à remplacer la référence aux §§ 1er et 2 par la référence aux articles 1er et 4 de la coordination.

La loi du 7 février 1961 a, dans ses articles 2 et 5, modifié les articles 1er et 4 des dispositions légales coordonnées par l'arrêté royal du 22 mai 1957:

a) en établissant une nouvelle classification des produits;

b) en modifiant le taux des droits afférents à certains produits;

c) en établissant sur certaines huiles lourdes et moyennes un droit d'accise qui avait déjà été instauré à titre provisoire par des arrêtés royaux des 24 mars, 26 et 29 novembre et 25 décembre 1959.

La loi du 7 février 1961 n'a pas modifié la disposition reprise dans l'article 6 de l'arrêté royal du 22 mai 1957 en vertu de laquelle les droits d'accise sont indépendants du droit de douane fixé par le tarif des droits d'entrée "pour les huiles minérales légères et pour les produits contenant des huiles de l'espèce".

Dès lors, l'article 8 du projet ne paraît pas conforme aux textes légaux en vigueur en utilisant l'expression "huiles minérales" sans autre qualification et en se référant aux articles 1er et 6, étant donné que les droits d'accise et les droits d'accise spéciaux repris dans ces derniers articles sont établis non seulement sur les huiles légères, mais également sur certaines huiles lourdes et moyennes. Il en résulte que les droits sur ces derniers produits seraient, en vertu de l'article 8, indépendants du droit de douane fixé par le tarif des droits d'entrée.

.../...

Il y a lieu, toutefois, de relever que l'article 1er, § 2, de l'arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936, tel qu'il avait été modifié par l'article 3 de la loi du 5 septembre 1947, était rédigé comme suit : "Pour les huiles minérales importées, le droit d'accise établi par le § 1er du présent article est indépendant du droit de douane fixé par le tarif des droits d'entrée". Par ailleurs, l'article 1er, § 1er, tel qu'il était modifié par la même loi, prévoyait un droit d'accise sur les huiles moyennes et sur certaines huiles lourdes.

Les droits sur ces derniers produits ont été supprimés par la loi du 15 janvier 1950 qui a modifié, par ailleurs, la disposition relative au cumul des droits d'accise et des droits de douane.

Cette dernière modification, suivant l'exposé des motifs de la loi du 15 janvier 1950, avait pour but de reproduire, "en les adaptant à la nouvelle nomenclature des produits imposables, les dispositions figurant dans la législation actuelle" (Doc . parl. Chambre, session 1949-1950, n° 72).

Le fait que l'article 1er, § 4, de l'arrêté royal du 22 janvier 1936, modifié par la loi du 15 janvier 1950, limite son application aux huiles légères, s'explique donc par la suppression du droit d'accise sur les autres produits, en vertu de la même loi.

Dès lors, c'est par un simple oubli que le législateur du 7 février 1961 n'a pas adapté à nouveau la disposition sous examen aux modifications que cette loi a apportées à la taxation des autres huiles minérales.

\+ +

.../...

b) La note de bas de page doit être rédigée comme suit :

"Article 8. Arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936, article 1er, § 4, modifié par la loi du 13 janvier 1950, article 1er, et implicitement modifié par la loi du 7 février 1961, article 2".

Article 15.

La note de bas de page doit être rédigée comme suit :

"Article 15. Arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936, article 4, remplacé par la loi du 13 janvier 1950, article 3".

Article 16.

a) La version française originelle porte, à l'alinéa 1er : "Le Ministre des Finances est autorisé à déterminer les conditions ..."; de même, au début de l'alinéa 2 : "Il est également autorisé à prescrire ...".

b) La version néerlandaise originelle porte, à l'alinéa 1er : "De Minister van Financiën mag de voorwaarden bepalen waaraan moeten (il faut apparemment lire "moet") voldoen de ... minerale olie..." et, au début de l'alinéa 2 : "Hij is insgelijks gemachtigd alle maatregelen voor te schrijven ...".

c) Il y a lieu d'écrire dans la version néerlandaise : "anderszins".

.../...

d) La note de bas de page doit être rédigée comme suit :

"Article 16. Loi du 23 juin 1938, article 10, § 1er, remplacé par la loi du 7 février 1961, article 7".

Article 18.

a) Au dernier alinéa, l'expression "bepaalde boeten", reprise d'ailleurs du texte originel a été conservée, alors que dans les autres dispositions du projet figure le terme "geldboete" pour désigner l'amende; par souci d'uniformité de la terminologie, il convient d'utiliser partout le même terme : "geldboete", qui est le terme exact.

b) La note de bas de page doit être rédigée comme suit :

"Article 18. Loi du 23 juin 1938, article 10, § 3, complété par la loi du 7 février 1961, article 8".

\+

\+ \+

Plusieurs articles du projet comportent des adaptations de la terminologie néerlandaise qui n'excèdent pas les limites de l'autorisation de coordonner donnée au Roi, et qui ne soulèvent pas d'observation.

Le projet ne contient pas le relevé des dispositions non reprises dans le corps de la coordination.

.../...

Les notes de bas de page devraient être suivies des mentions suivantes :

"Dispositions non reprises dans la coordination:

Arrêté royal n° 233 du 22 janvier 1936.

Article 5. L'article 4 de la loi du 13 juillet 1930 est rapporté.

Article 7, alinéa 1er. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au Moniteur.

Loi du 23 juin 1938.

Article 10, § 4, Es rapporté, l'article 2 de l'arrêté royal du 3 octobre 1934, confirmé par la loi du 4 mai 1936.

Article 12, § 2. Le Ministre des Finances fixera la date à partir de laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles ... et 10.

Loi du 5 septembre 1947.

Article 4. La présente loi entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant l'échange des ratifications de la convention douanière signée le 5 septembre 1944 par les Gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandai

Loi du 13 janvier 1950.

Article 5. La présente loi entrera en vigueur le 16 janvier 1950.

.../...

Loi du 7 février 1961.

Article 9. Sont ratifiés :

1° l'arrêté royal du 24 mars 1959 relatif au régime d'accise des huiles minérales;

2° l'arrêté royal du 26 novembre 1959 relatif au régime d'accise des huiles minérales.

Ils cessent leurs effets à la date de mise en vigueur de la présente loi.

Article 10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het voor advies aan de Raad van State voorgelegde ontwerp strekt ertoe, de wetsbepalingen betreffende het accijnsregime van minerale olie andermaal te coördineren, overeenkomstig de machtiging tot coördinatie, bevat in artikel 42 van de accijnswet van 19 maart 1951, dat bij ministerieel besluit van 27 maart 1951 in werking is gesteld.

Het ontwerp wordt de vierde coördinatie inzake het accijnsregime van minerale olie; eerder is al gecoördineerd door de ministeriële besluiten van 27 december 1947 en van 14 januari 1950 en door het koninklijk besluit van 22 mei 1957.

Over de coördinatie die door het koninklijk besluit van 22 mei 1957 tot stand is gebracht, is vooraf advies van de Raad van State gevraagd.

Evenals voor de onderhavige, was de rechtsgrond voor die laatste coördinatie artikel 42 van de wet van 19 maart 1951, dat in die wet was ingevoegd ingevolge het op 4 december 1950 door de Raad van State gegeven advies. De Raad van State verantwoordde zijn voorstel tot toevoeging van dat artikel als volgt : "Door deze tekst verleent de wetgever aan de Koning, zoals hij dit reeds inzake belastingen heeft gedaan, een permanente macht tot samenordening, wegens de

.../...

herhaalde wijzigingen welke in deze materie worden aangebracht (zie artikel 62 van de wet van 13 augustus 1947 betreffende de registratie-, griffie-, successie- en zegelrechten en de met het zegel gelijkgestelde taxes, en ook de memorie van toelichting (Gedr.St.Kamer, zitting 1946-1947, nr 44, blz. 5)".

\+

\+ +

Het ontwerp coördineert de nog geldende bepalingen van :

1° het koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936 betreffende het fiscaal regime van in België voortgebrachte minerale oliën, inzonderheid gewijzigd bij de wetten van 5 september 1947 en 13 januari 1950 ;

2° de wet van 23 juni 1938 betreffende accijnzen en douanen, gewijzigd bij de wet van 7 februari 1961 ;

3° de wet van 5 september 1947 betreffende de accijnzen ;

4° de wet van 13 januari 1950 tot wijziging van de op 27 december 1947 samengeordende wetsbepalingen betreffende het fiscaal regime van minerale oliën ;

5° de wet van 7 februari 1961 tot wijziging van het fiscaal regime van minerale oliën .

De bepalingen van de wet van 9 mei 1959 tot wijziging van het fiscaal regime van minerale oliën zijn niet in de onderhavige coördinatie opgenomen ; zij zijn slechts voorlopig.

\+

\+ +

.../...

De tekst welke de Regering "de wet van 7 februari 1961" noemt, is tot op heden nog niet in het Belgisch Staatsblad verschenen.

Het op 25 mei 1960 bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediende ontwerp (Gedr.St. Kamer, zitting 1959-1960, nr 524-1) is door de Kamer in haar vergaderingen van 28 juni en 5 juli 1960 en door de Senaat op 2 februari 1961 goedgekeurd. Uit een aan de Raad van State toegezonden fotocopie blijkt, dat het op 7 februari 1961 door de Koning is ondertekend.

Zoals de Raad van State heeft opgemerkt in een vroeger advies (L.7850 van 4 april 1962) is "het procédé dat erin bestaat een coördinatie-ontwerp op te maken en voor onderzoek aan de Raad van State voor te leggen betreffende teksten waarvan sommige nog niet officieel bekend zijn , niet aan te bevelen ; het kan tot moeilijkheden leiden indien de bekendgemaakte tekst niet volstrekt dezelfde is als die waarover de Raad van State om advies werd verzocht".

De hierna volgende opmerkingen gelden slechts in zover de in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte tekst dezelfde is als die van de voor eensluidend verklaarde fotocopie waarop is gewerkt.

\+

\+ \+

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift van het koninklijk besluit.

Aangezien het koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936 nog steeds de rechtsgrond van de gecoördineerde teksten blijft, ware het beter de woorden "van de wetten" te vervangen door de woorden "de wetsbepalingen", die trouwens reeds in de coördinatie van 22 mei 1957 zijn gebruikt.

Opschrift van de coördinatie.

Deze opmerking geldt ook voor het opschrift van de bijlage, waar het woord "wetten" om dezelfde redenen door "wetsbepalingen" moet worden vervangen.

Artikel 1.

De voetnoot leze men als volgt :
"Artikel 1. Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936 , artikel 1, § 1, vervangen door de wet van 7 februari 1961, artikel 2".

.../...

Artikel 4.

Om de redenen die zijn opgegeven in het advies betreffende het ontwerp van ministerieel besluit tot uitvoering van de wetten betreffende het accijnsregime van minerale olie (L.8351), ware het aangewezen de woorden "alsook de produkten bedoeld in artikel 2" in te voegen na de woorden "in artikel 1".

De voetnoot leze men als volgt :

"Artikel 4. Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, artikel 1, § 3, leden 1 en 2 proparte, gewijzigd bij de wet van 13 januari 1950, artikel 1, en bij de wet van 7 februari 1961, artikel 3".

Artikel 5.

De voetnoot leze men als volgt :

"Artikel 5. Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, artikel 1, § 5 gewijzigd bij de wet van 13 januari 1950, artikel 1 en artikel 2,b, vervangen bij de wet van 7 februari 1961, artikel 4".

Artikel 6.

a) In het eerste lid vervange men de woorden "volgens onderstaand tarief" door de woorden "die als volgt zijn vastgesteld: ", die voorkomen in artikel 5 van de wet van 7 februari 1961.

.../...

b) De voetnoot leze men als volgt :

"Artikel 6. Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, artikel 1, § 2, vervangen bij de wet van 7 februari 1961, artikel 5".

Artikel 8.

Bij dit artikel zijn de volgende opmerkingen te maken :

a) De wetsbepaling welke artikel 8 van het ontwerp in de coördinatie wil invoegen, is artikel 1, § 4, van het koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 13 januari 1950, dat bepaalt :

"Voor de ingevoerde lichte minerale oliën en voor de ingevoerde produkten welke dergelijke oliën bevatten, is de in de §§ 1 en 2 bepaalde accijns onafhankelijk van het douanerecht vastgesteld door het tarief van invoerrechten".

Het koninklijk besluit tot coördinatie van 22 mei 1957 heeft het bepaalde in de §§ 1 en 2 van artikel 1 van het koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, zoals ze door de latere wetten waren gewijzigd, in de artikelen 1 en 4 overgenomen.

.../...

In artikel 6 heeft het de bepaling van artikel 1, § 4, van hetzelfde besluit overgenomen, maar in plaats van naar de §§ 1 en 2. verwijst het naar de artikelen 1 en 4 van de coördinatie.

De wet van 7 februari 1961 heeft, in de artikelen 2 en 5, de artikelen 1 en 4 van de bij het koninklijk besluit van 22 mei 1957 gecoördineerde wetsbepalingen gewijzigd:

a) door een nieuwe classificering van de produkten op te maken ;

b) door de bedragen van de accijns op sommige produkten te wijzigen ;

c) door op sommige zware en halfzware oliën een accijns te heffen, die reeds voorlopig door de koninklijke besluiten van 24 maart, 26 en 29 november en 25 december 1959 was ingesteld.

De wet van 7 februari 1961 heeft geen wijziging gebracht in de bepaling vervat in artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 mei 1957, luidens welke het accijnsrecht onafhankelijk is van het douanerecht vastgesteld door het tarief van invoerrechten "voor ingevoerde lichte minerale oliën en voor de ingevoerde produkten welk dergelijke olie bevatten".

.../...

Artikel 8 van het ontwerp lijkt derhalve niet in overeenstemming te zijn met de geldende wetteksten, wanneer het de uitdrukking "minerale oliën" gebruikt zonder verdere toelichting en onder verwijzing naar de artikelen 1 en 6, vermits de in die laatste artikelen bedoelde accijnzen en bijzondere accijnzen niet alleen voor lichte maar ook voor sommige zware en halfzware oliën zijn vastgesteld. Hieruit volgt dat de rechten op die laatste produkten krachtens artikel 8 onafhankelijk zouden zijn van het douanerecht vastgesteld door het tarief van invoerrechten.

Er moge evenwel worden opgemerkt, dat artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, zoals het bij artikel 3 van de wet van 5 september 1947 was gewijzigd, bepaalde : "Voor ingevoerde minerale oliën is de bij § 1 van dit artikel ingestelde accijns onafhankelijk van het douanerecht voorzien door het tarief van invoerrechten". Anderdeels wordt door artikel 1, § 1, zoals het is gewijzigd bij dezelfde wet, een accijns op halfzware en op sommige zware oliën geheven.

De rechten op die laatste produkten zijn afgeschaft door de wet van 15 januari 1950 , die ook de bepaling betreffende de cumulatie van accijns en douanerechten heeft gewijzigd.

Deze laatste wijziging strekte ertoe, volgens de memorie van toelichting van de wet van 15 januari 1950, "met aanpassing aan de nieuwe nomenclatuur van de belastbare produkten" de bepalingen "welke reeds in de huidige wetgeving voorkomen" over te nemen (Gedr.St.Kamer, zitting 1949-1950, nr 72).

.../...

Het feit dat artikel 1, § 4, van het koninklijk besluit van 22 januari 1936, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1950, de toepassing beperkt tot lichte oliën, wordt derhalve verklaard door de afschaffing van de accijns op de andere produkten, krachtens dezelfde wet.

Dat de wetgever van 7 februari 1961 de onderzochte bepaling niet andermaal heeft aangepast aan de wijzigingen welke die wet in de aanslag op de overige minerale oliën heeft aangebracht, is dus gewoon aan onachtzaamheid te wijten.

\+ +

b) De voetnoot leze men als volgt :

"Artikel 8. Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, artikel 1, § 4, gewijzigd bij de wet van 13 januari 1950, artikel 1, en impliciet gewijzigd bij de wet van 7 februari 1961, artikel 2".

Artikel 15.

De voetnoot leze men als volgt :

"Artikel 15. Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936, artikel 4, vervangen bij de wet van 13 januari 1950, artikel 3".

.../...

Artikel 16.

a) De originele Nederlandse tekst bepaalt in het eerste lid : "De Minister van Financiën mag de voorwaarden bepalen waaraan moeten (dit moet zijn "moet") voldoen de ... minerale olie ..." en, in het begin van het tweede lid : "Hij is insgelijks gemachtigd alle maatregelen voor te schrijven ...".

b) De originele Franse tekst bepaalt in het eerste lid "Le Ministre des Finances est autorisé à déterminer les conditions ..." ; zo ook in het begin van het tweede lid : "Il est également autorisé à prescrire..."

c) In de Nederlandse tekst schrijve men "anderszins".

d) De voetnoot leze men als volgt :
"Artikel 16. Wet van 23 juni 1938, artikel 10, § 1, vervangen bij de wet van 7 februari 1961, artikel 7".

Artikel 18.

a) In het laatste lid werd de uitdrukking "bepaalde boeten", die trouwens uit de originele tekst komt, behouden, terwijl in de overige bepalingen van het ontwerp, de term "geldboete" wordt gebruikt om het Franse "amende" weer te geven. Ter wille van een eenvormige terminologie gebruike men overal dezelfde term: 'geldboete', die de juiste is.

.../...

b) De voetnoot leze men als volgt :

"Artikel 18. Wet van 23 juni 1938, artikel 10, § 3, aangevuld bij de wet van 7 februari 1961, artikel 8".

\+

\+ \+

De aanpassingen welke de Nederlandse terminologie van een aantal artikelen van het ontwerp heeft ondergaan, blijven binnen het raam van de aan de Koning opgedragen coördinatiebevoegdheid en behoeven geen commentaar.

Het ontwerp zegt niet welke bepalingen niet in de eigenlijke coördinatie zijn opgenomen.

De voetnoten zouden gevolgd moeten worden door de vermeldingen :

"Niet in de coördinatie opgenomen bepalingen :

Koninklijk besluit nr 233 van 22 januari 1936.

Artikel 5. Artikel 4 der wet van 13 juli 1930 wordt ingetrokken.

Artikel 7, eerste lid. Dit besluit wordt bindend de dag van zijn bekendmaking in het Staatsblad.

.../...

Wet van 23 juni 1938.

Artikel 10, § 4. Wordt ingetrokken artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 oktober 1934, bekrachtigd bij de wet van 4 mei 1936.

Artikel 12, § 2. De Minister van Financiën bepaalt de datum waarop de beschikkingen van de artikelen ... en 10 in werking treden.

Wet van 5 september 1947.

Artikel 4. Deze wet zal in werking treden de eerste dag der derde maand na de uitwisseling van de bekrachtigingen van de douaneovereenkomst welke op 5 september 1944 door de Belgisch, Luxemburgse en de Nederlandse Regering ondertekend werd.

Wet van 13 januari 1950.

Artikel 5. Deze wet treedt op 16 januari 1950 in werking.

.../...

Wet van 7 februari 1961.

Artikel 9. Bekrachtigd worden :

1° het koninklijk besluit van 24 maart 1959 betreffende het accijnsregime van minerale olie ;

2° het koninklijk besluit van 26 november 1959 betreffend het accijnsregime van minerale olie.

Zij houden op uitwerking te hebben de dag waarop deze wet in werking treedt.

Artikel 10. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

J.ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J.DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame ; J.DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw: adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.BIJVOET, membre du Bureau de coordination, et par M.H.ROUSSEAU, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.BIJVOET, lid van het Coördinatiebureau, en door de H.H.ROUSSEAU, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.DE KOSTER. — (s.) J.SUETENS.